

COMITE D'ETABLISSEMENT DU 29 MARS 2018 : LES SUPPRESSIONS DE POSTES A POLE EMPLOI SONT INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR !

mars 2018

La Direction Régionale annonce la couleur : La majorité des suppressions de postes concerne le réseau !

Nous le savions, l'annonce a été faite en fin d'année dernière : **pôle emploi doit perdre 297 postes en CDI et se voit supprimer 1700 CUI CAE**. C'est prévu par la loi de finances. Le ministère du travail perd ainsi 1,5 milliards sur son budget, dont 50 millions pour pôle emploi.

Les élus du CCE ont été informés au mois de février sur la répartition des 297 postes qui disparaissent : 64,8 d'entre eux concernent l'Île de France.

Lors du CE du 29 mars 2018, nous avons été informés sur leur répartition. 55,4 des 64,8 suppressions prévues concernent le réseau. Voici la décision de la Direction Régionale :

Support	5,3
DPR, Médiation, Fraudes	4,1
Réseau	55,4
Total	64,8

DT	Suppressions
75	18,9
77	4,6
78	3,9
91	3,7
92	9,2
93	6,7
94	4,4
95	4,1
Total	55,4

**Le département de Paris va être lourdement touché.
C'est quasiment 1 poste par agence qui disparaît !**

Pour la CGT, c'est inacceptable ! Aucun site, que ce soit en agence ou en structure, n'est en sureffectif ! Aucune mission n'a assez de moyens pour fonctionner correctement : les agents Indemnisation, suite à la GPEC et la suppression de nombreux postes, ne s'en sortent pas. Les portefeuilles des agents dans le conseil peuvent atteindre 500 DE pour les GUI et 1200 pour les SUI !

La CGT a demandé une suspension de séance lors de ce CE pour proposer une motion de contestation. Unanimement, les élus (CFTC, CFDT, CGC, CGT, CLL, FO, SNU, SUD, UNSA) ont voté un texte dénonçant les suppressions de poste et déclarant que ce sont des postes supplémentaires dont on a besoin !

Ces suppressions de postes ne doivent pas passer ! Seule la mobilisation de toutes et de tous pourra stopper l'entreprise de destruction en cours. **D'ici 2022, c'est 4 milliards d'euros** que le gouvernement veut économiser sur le dos du ministère du travail avec, très certainement la **disparition de milliers de postes**.

Pôle Emploi est en danger.

Parallèlement, le gouvernement nous annonce la multiplication par 2 des équipes de contrôle pour cette année, et par 5 d'ici l'année prochaine ! Cette mesure va encore déshabiller le réseau. Et pour quoi ? Pour remplacer notre mission d'accompagnement par du contrôle ?! La CGT s'oppose au contrôle des chômeurs. Ce ne sont pas les chômeurs qui sont responsables du chômage ! Ce sont ceux qui ont vu leurs bénéficiaires dépasser les 90 milliards d'euros en 2017 et qui ont le pouvoir de recruter qui en sont responsables !

L'heure est à la mobilisation ! Les agents de Pôle Emploi sont concernés par toutes les attaques du gouvernement !

Prenons complètement notre part dans les mobilisations en cours ! Celle des cheminots, des éboueurs, des postiers, des agents des finances publiques, des étudiants, Air France !

Ensemble, nous gagnerons ! La CGT appelle toutes les organisations syndicales et les agents à se mobiliser et à rejoindre les secteurs déjà en lutte.

Retrouvez tous nos dossiers détaillés sur <http://peidf.reference-syndicale.fr/>

